



la Lettre d'ENSEMBLE!

**27 janvier : Grève
interprofessionnelle**

Après l'Education nationale le 13 janvier, un mouvement interprofessionnel est-il possible le 27 ? C'est la crainte du gouvernement, qui a réagi très vite sur l'éducation. C'est un signal politique. Avant la présidentielle, une lutte syndicale peut parler à toute la population. Interpeller « les politiques » sur les attentes de la société, pour que la santé devienne un enjeu démocratique, et pas un ordre du pouvoir. C'est le cas avec les salaires, la revendication N° 1 du 27 janvier. En Allemagne, avec le nouveau gouvernement, le SMIC augmente de 22% ! En France, le pouvoir distribue des « primes » de « pouvoir d'achat », alors qu'une flambée de grèves s'est répandue. Au-delà des statistiques sur l'inflation, les primes ne donnent aucun pouvoir sur la richesse réelle, qui fait flamber le CAC 40. Et la Sécurité sociale s'est encore éloignée des salaires collectifs, de la dignité du travail, depuis que la CSG remplace les cotisations.

Nous contacter :

 contact@ensemble-fdg.org

 @Ensemblefrontdegauche

 @Ensemble_FdG

Les personnels de l'Éducation contre le système Blanquer



Ce jeudi 13 janvier, les trois quarts des personnels des écoles et les deux tiers de ceux des collèges et lycées étaient en grève. C'est la première fois qu'une telle mobilisation a lieu depuis 2003. C'est dire. Il s'agit du plus fort mouvement social depuis le début de la pandémie. Un mouvement qui a réalisé l'unité du milieu et de ses organisations.

L'explication réside dans la situation des personnels de l'Éducation Nationale depuis deux ans, et spécialement en ce début d'année 2022. Alors que Blanquer n'arrête pas de

plastronner en revendiquant pour son gouvernement le maintien de la continuité scolaire, les enseignantes et enseignants errent de protocole en protocole, chaque fois prévenus la veille, si ce n'est le jour même par le ministère. Ils et elles souhaitent que les élèves soient à l'école et font tout pour ça depuis mars 2020 et le premier confinement, s'épuisant à tenter de maintenir leur enseignement avec des contraintes sanitaires, administratives, pédagogiques extrêmement coûteuses nerveusement. Gérer chaque jour l'exaspération croissante des parents, vérifier à l'infini les tests des uns et des autres, assurer les départs et les retours des élèves, les déclarations, et les remplacements des collègues malades...

En effet, la situation est très difficile dans nombre d'établissements et des mobilisations locales sont en cours depuis la rentrée de janvier, notamment dans les régions parisienne et marseillaise. Depuis maintenant deux ans, aucune réelle solution sanitaire n'a été appliquée : pas de distribution de masques efficaces, pas de capteurs de Co2 dans les salles sans aération, pas de renforcement des services de médecine professionnelle ou de médecine scolaire et surtout pas de vraie politique d'embauche de personnel afin de pallier les maladies des personnels.

Après le succès du 13 janvier, la mobilisation ne s'arrête pas : le 20 janvier, journée d'action et le 27, journée interprofessionnelle et intersyndicale. Il serait utile que, ce jour-là, aux revendications salariales indispensables s'ajoutent les revendications d'une réelle protection de la santé des travailleurs et travailleuses

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

En débat

Ensemble Insoumis :

soutenir la campagne de l'Union populaire

La situation est marquée par la popularité maintenue de Macron (signe qu'il continue à capter un électorat de gauche modéré qui pense qu'il est le seul rempart efficace pour contenir la poussée fasciste ou réactionnaire et un électorat de droite qui pense qu'il a géré le pays de façon convenable), le retour de la droite (sur fond de dérive extrêmement inquiétante symbolisée par les déclarations de Péresse sur le karcher), et la confirmation de la montée de l'extrême droite (même si elle est pour l'heure électoralement fragilisée par la division en deux candidatures).

Face à cette situation incertaine, le camp de la gauche modérée comme celui de la gauche radicale sont morcelés et le total demeure à un niveau faible dans les sondages. Le premier est en situation de crise majeure. Face à des candidatures concurrentes qui ne parviennent pas à décoller, Christiane Taubira a évidemment des qualités qui dans la situation pourraient la mettre en position d'unifier une gauche social démocrate se distinguant du macronisme et se positionnant contre la droite et l'extrême droite, mais sa pré-candidature ne parvient pas à s'imposer à gauche et même pas à la partie liée au PS et EELV. La primaire populaire, qui part d'une préoccupation légitime, et connaît un succès non négligeable avec plus de 300 000 signataires, est en difficulté. En effet, dans la mesure où Jadot et Mélenchon n'y participeront pas, ce processus se trouve instrumentalisé par les candidatures issues du PS et par Taubira. Au-delà, cela renvoie à un problème de fond : outre les problèmes de fonctionnement démocratique, il aurait fallu prendre au sérieux la question du programme et des divergences à gauche de manière à peser dans le débat et ne pas s'en tenir à un minimum flou censé pouvoir convenir à toutes et tous les [candidat.es](#).

La gauche radicale est également morcelée, mais la candidature de Jean-Luc Mélenchon a nettement pris l'avantage. Elle apparaît comme celle d'une gauche qui « tient bon ». Les thèmes de campagne mis en avant correspondent aux problématiques de l'heure et répondent aux crises sociales et écologiques. Il faut désormais qu'Ensemble ! s'empare de cette campagne en utilisant tous les leviers possibles, pour agir durant la séquence qui s'ouvre, alors que la perspective d'un rassemblement pour la présidentielle va s'estomper, et dans la perspective d'exister dans les élections législatives et de peser dans l'après-2022.

A situation agitée, cap maintenu !

2022 : si rien ne se passe comme prévu, ce n'est pas (uniquement) de la faute du Covid. Plutôt d'une croyance pernicieuse. Celle que les coordonnées de 2022 seraient dans la continuité de 2017.

D'où les scénarios de candidatures. Macron : la confirmation; Le Pen : la revanche; Mélenchon : la session de rattrapage; Jadot : cette fois ne pas laisser la place; Roussel : idem...

Pourtant, durant ces 5 années tout a été bouleversé. A ne pas en tenir compte, on se prend le boomerang.

Pour Macron il se nomme Péresse. Pour Le Pen il a nom Zemmour...

Et à gauche ? Il a pris la forme d'une vague puissante et durable, qui ne cesse de répéter « Il faut se rassembler ! », ajoutant : on n'en croit pas un mot de vos discours comme quoi les divisions sont insurmontables, voire positives...

Et les véhicules présidentialistes n'étant pas dotés de la marche arrière, la fuite en avant peut être suicidaire.

La défaite de la gauche, toutes composantes comprises (y compris l'écologiste), difficile de l'empêcher. Reste à éviter l'effondrement. Celui qui résultera d'un discrédit tel qu'il conduirait à une démoralisation lourde de ressentiments, et à un grand « *tout est foutu !* » paralysant et bouchant l'avenir.

Ce pourquoi il est impératif de maintenir un cap unitaire, donc d'être partie prenante des initiatives allant en ce sens, en particulier la Primaire populaire. En conscience que demain les lignes d'une reconstruction ne seront pas le prolongement des divisions passées et présentes.

Nul ne peut dire ce sur quoi au final ces élections vont déboucher. Mais à gauche, une donnée est d'ores et déjà établie : les forces constituées, trop affaiblies, ne sont plus en capacité d'être en phase avec les aspirations puissantes qui au sein de la société œuvrent à des transformations sociales, écologiques, démocratiques...

Surmonter cette contradiction, tel est le chantier de demain, pour lequel aujourd'hui on en est à poser de premiers jalons.



En-supplément ! La Lettre de Manue à Blanquer

Lettre ouverte à Jean-Michel Blanquer en 31 points

La liste est longue de vos erreurs... Lettre à mon ministre en 31 points.

Emmanuelle JOHSUA (Professeur en lycée professionnel. Marseille)

Monsieur, le vendredi 14 janvier 2022, vous avez déclaré « *je ne suis pas parfait, je fais des erreurs...* ». En tant que triple vaccinée, et donc faisant encore partie des citoyen.nes selon votre président, mais contaminée en milieu professionnel et donc amplifiant le taux d'absentéisme selon vos critères, je note une volonté communicationnelle de contrition. Je profite donc de ces quelques heures de bon sens pour vous dresser la liste de vos erreurs.

- Pour avoir sous-estimé l'épuisement des personnels avant même l'épidémie, lors du suicide de notre collègue directrice d'école Christine RENON, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir accusé les grévistes qui alertaient sur nos conditions de travail, « *d'instrumentaliser* » le suicide professionnel de notre collègue Christine RENON, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir fait une réforme du bac, qui a mis nos élèves dans une situation de stress continu, je vous demande de vous excuser.
- Pour, de ce fait, avoir plongé les enseignant.es dans un état de stress permanent et dans une surcharge de travail sans précédent, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir créé cette folie de « Parcoursup », dont toutes celles et ceux qui l'ont pratiqué savent que c'est un outil de consolidation des injustices sociales et scolaires, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir fait une réforme de l'enseignement professionnel catastrophique, réduisant les heures de Français et Histoire/ Géographie à 2.5 heures en Terminale, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir soutenu une réforme des retraites qui réduisait nos pensions et envisageait de nous faire travailler au-delà de 65 ans, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir soutenu une politique de répression violente contre les lycéens qui défendaient leur bac, je vous demande de vous excuser.
- Pour vous être rangé du côté des policiers qui ont laissé des enfants de Mantes-la-Jolie à genoux et mains dans le dos quatre heures durant, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir organisé des réformes, sans jamais vous soucier du terrain, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir rendu depuis deux ans de l'argent à Bercy, alors que l'Ecole de la République est exsangue, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir annoncé qu'il n'y aurait pas de fermeture des écoles la veille de l'annonce de la fermeture des écoles, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir laissé les familles de nos élèves des quartiers populaires dans une situation sociale catastrophique durant le premier confinement et sans interlocuteurs à qui s'adresser, et pour votre inaction actuelle, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir expliqué que des enfants souffraient des violences intrafamiliales et du choc psychologique durant les confinements, et cependant, les avoir fait reprendre sans soutien psychologique, sans cellule de crise et surtout sans renforcement des services sociaux ou de santé scolaire, je vous demande de vous excuser.
- Pour nous avoir fourni des masques dangereux d'abord, puis inefficaces ensuite, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir dit que l'école était le lieu le plus sûr, sans jamais relancer un service de médecine du travail à la hauteur ni améliorer le service de santé scolaire, je vous demande de vous excuser.

- Pour avoir jeté l'opprobre sur les salles de profs « *gangrénées par les islamo-gauchistes* », alors que nous commémorions la mort de notre collègue Samuel PATY, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir laissé croire que nous pouvions gérer le distanciel, le présentiel, alors que nos services étaient « *hackés par une cyber-attaque d'ordre mondial* », je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir fait comme si tout était normal sans jamais mesurer les impacts de cette pandémie mondiale sur notre jeunesse ou sur les personnels administratifs, de vie scolaire, enseignants, agents, etc., je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir sous-entendu que nous étions une profession absentéiste, alors que nous nous échinons jour après jour à maintenir debout un service d'éducation à genou, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir jeté le discrédit sur les organisations syndicales qui vous alertaient, tout en finançant dans le même temps, aux frais du ministère, les petites fêtes de votre syndicat lycéen maison, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir annoncé une cinquantaine de protocoles sanitaires, dont dix-neuf depuis deux mois, dans la presse plutôt qu'à vos services, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir saboté mon cours d'enseignement civique, avec vos affiches sur la laïcité, annonçant que la laïcité c'est de « *rire aux mêmes blagues* » ou de « *lire les mêmes livres* », alors que c'est exactement l'inverse, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir obligé les familles à jongler depuis trois semaines avec les tests et protocoles, jouant les usagers contre les personnels, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir réduit le nombre de postes d'enseignants et d'AED dans mon établissement (et dans tous les établissements d'ailleurs), alors que le nombre d'élèves augmentait, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir été dans un colloque sur les soi-disant dangers du séparatisme, afin de vous pavaner au milieu de vos courtisans, alors que les parents faisaient la queue dans les pharmacies, se retrouvaient avec leurs enfants sur les bras, sans possibilité de déposer des congés « *garde d'enfants* » et que je faisais cours à des élèves malades, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir laissé dans une situation catastrophique la question de l'enseignement des élèves en situation de handicap. Abandonnant les enseignant.es et les accompagnant.es, ainsi que les familles et leurs enfants à des comptes d'apothicaires, se répartissant les aides à la demi-heure, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir parlé de « *tenue républicaine* » pour nos lycéennes, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir laissé penser à l'opinion publique que vous étiez la fermeté et la rigueur alors que nous étions de dangereux fainéants plaintifs qui devons signer une charte de la confiance, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir mis en doute notre attachement aux valeurs républicaines, je vous demande de vous excuser.
- Pour avoir continué à geler le point d'indice, nous laissant avec des salaires parmi les plus bas de l'OCDE mais malgré tout un peu meilleurs que ceux de nos collègues contractuel.les, je vous demande de vous excuser.
- Pour tergiverser encore et encore sur la fourniture de masques chirurgicaux, masques FFP2 en nombre, capteurs de CO2, purificateurs d'air mais aussi sur les allègements de programmes ou le report des épreuves de spécialité en bac, je vous demande de vous excuser.
- Pour poursuivre imperturbablement votre entreprise de casse du service public de l'éducation, quand tout démontre qu'il faudrait au contraire le développer et le renforcer, je vous demande de vous excuser.

Aujourd'hui, on vous reproche dans les médias « *le ton et la méthode* », mais la liste est trop longue des faits concrets que les personnels vous reprochent. Les excuses, comme les applaudissements des soignant.es, ne permettent ni de payer les factures, ni de remettre sur pieds un vrai service public d'éducation. Mais je doute que vous ayez été nommé pour cela. Et puisqu'il est de bon ton d'utiliser des gros mots, je pense qu'il est temps « *d'arrêter de nous emmerder* ».

Cordialement.

